Réf : APROSPEN//RH//RECRUT//009

AVIS DE RECRUTEMENT INTERNE/EXTERNE
PROGRAMME OFFICER PROTECTION ET COHESION SOCIALE

Intitulé du poste	**Officier programme protection et cohésion sociale**	**Département**	**Programme**
Lieu d'affectation	Meiganga	**Type de contrat**	CDD
Rattachement hiérarchique	Chef de projet	**Durée**	12 mois renouvelables mais n'excédant pas 33 mois
Encadrement direct	Assistants programmes – Relais communautaires	**Classification**	Catégorie 9A
Nombre de postes	Un (01)	**Prise de fonction souhaitée**	01 / 01/ 2027

A- CONTEXTE

Le Programme transfrontalier de promotion des solutions durables aux situations de déplacement au Cameroun et en République Centrafricaine (RCA) est mis en place par le consortium DRC (Danish Refugee Council), NRC (Norwegian Refugee Council), ACF (Action Contre la Faim), CARE International, ALDEPA et APROSPEN et financé par l'Union européenne. C'est une actions d'envergure multisectorielles visant à (i) améliorer l'accès des populations déplacées et des communautés hôtes vulnérables à des services de base inclusifs et à des opportunités économiques durables et résilientes au climat (OS1 au Cameroun), (ii) permettre un accès à des solutions durables sûres, dignes et inclusives favorisant la réintégration des populations et la cohésion sociale (OS RCA) et (iii) renforcer les mécanismes de coordination transfrontalière, le suivi des mouvements de populations et les systèmes d'information conjoints (OS Transfrontalier). L'action se déroule dans une zone transfrontalière stratégique entre le Cameroun et la RCA. Au Cameroun, la zone d'intervention du projet couvre 5 communes et 3 sites spécifiques notamment communes de Djohong, Meiganga, Ngaoui et les sites de Borgop et Ngam dans le Département du Mbéré, Région de l'Adamaoua et les communes de Bétaré-Oya, Garoua-Boulaï et le site de Gado dans le Département du Lom-et-Djérem, Région de l'Est.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce projet d'une durée de 36 mois (3 ans) dans les trois communes du Département du Mbéré, Région de l'Adamaoua, APROSPEN recrute un officier programme protection et cohésion sociale.

B- MISSION DU POSTE

Le programme officer protection et cohésion a pour mission Assure la mise en œuvre des activités de protection et de cohésion sociale du programme dans les zones d'intervention de la région de l'Adamaoua. Il ou elle organise et supervise l'identification des personnes et ménages vulnérables et la validation des cas de protection conformément aux procédures opérationnelles standard en la matière, assure la gestion et le suivi des appuis aux cas de protection, réalise des évaluations individuelles, effectue des visites à domicile, fournit un accompagnement adapté, organise et supervise l'animation des activités de sensibilisation communautaire, facilite la médiation et le référencement vers les services spécialisés afin de garantir l'atteinte des résultats du programme. Le titulaire du poste est chargé d'assurer la coordination, la mise en œuvre et le suivi technique des activités de protection (monitoring, gestion des cas, lutte contre les VBG) et de cohésion sociale (prévention des conflits, dialogue communautaire) du programme SOLID II au niveau du département du Mbéré, en garantissant le respect des standards humanitaires et l'approche sensible au genre et à l'inclusion.

C- RESPONSABILITÉS

1. **Monitoring et analyse de protection :**
   - Mettre en place et superviser le système de monitoring continu des risques et des incidents de protection dans les zones d'intervention, avec un accent particulier sur les femmes, les enfants et les personnes en situation de handicap.
   - Collaborer étroitement avec les mécanismes communautaires existants, notamment les Comités Locaux de Protection (CLP), pour la remontée d'informations et la veille sécuritaire/protection.
   - Rédiger les rapports trimestriels de monitoring de protection dans la zone d'intervention ;
   - Contribuer aux analyses conjointes des risques de protection (y compris les risques spécifiques liés aux sites d'orpaillage ou aux zones de retour).
2. **Gestion de cas de protection et référencement :**
   - Superviser l'identification, l'accompagnement et la gestion des cas de protection y compris les survivant(e)s de VBG et les personnes à besoins spécifiques), en veillant au strict respect de la confidentialité et de l'éthique.
   - Actualiser régulièrement la cartographie des services de protection disponibles et renforcer les mécanismes de référencement (interne au consortium et externe vers les services étatiques et humanitaires).
   - Appuyer les services étatiques compétents (notamment les structures du MINAS) dans le renforcement de leurs capacités d'intervention et de prise en charge.
3. **Cohésion sociale et résolution des conflits :**
   - Appuyer la réalisation d'analyses de conflits régulières pour orienter les interventions de cohésion sociale et mesurer l'évolution des tensions intercommunautaires.
   - Contribuer à la redynamisation et au renforcement des plateformes communales et des cadres communautaires inclusifs de dialogue et de concertation.
   - Organiser et faciliter des sessions de formation à destination des leaders communautaires sur la médiation, la communication non violente et la prévention des conflits liés à la pression sur les ressources naturelles ou aux droits fonciers (LTP).
4. **Intégration transversale et renforcement des capacités :**
   - Veiller à l'intégration transversale des principes de protection, du genre et de la politique PEAS (Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels) dans l'ensemble des composantes du programme.
   - Animer des sessions de formation et ou recyclage et de sensibilisation à destination des équipes de terrain, des structures et des acteurs communautaires.
5. **Reporting et capitalisation**
   - Assurer la production le rapportage de toutes les activités de protection et cohésion sociale
   - Organiser les cadre d'échanges et documenter les témoignages
   - Contribuer à la rédaction des rapports d'activités périodiques (mensuels, trimestriels, annuels) ;
   - Contribuer à alimenter le système de suivi-évaluation (SERA) et les actions de plaidoyer du projet
   - Assurer toute autre tâche contribuant à l'appropriation locale et la durabilité des activités de protection et de cohésion sociale au niveau du département

D- COMPÉTENCES REQUISES

SAVOIR — connaissances	SAVOIR-FAIRE — pratiques	SAVOIR-ÊTRE — posture
▪ Management de projets et programme humanitaire ou de développement ▪ Normes et principes humanitaires ; ▪ Cadre d'Analyse de Protection (CAP), Protection transversale, PSEA ▪ Analyse et gestion de conflits ; ▪ Droits humains, droits des réfugiés, droit international humanitaire ; ▪ Gestion axée sur les résultats ▪ Procédures opérationnelles standard en matière de protection	▪ Planification opérationnelle ▪ Construction et suivi d'un cadre de résultat ▪ Rédaction administrative et reporting ▪ Analyse des risques de protection ▪ Travail d'équipe et gestion de conflits ▪ Animation et gestion de dynamique d'équipe ▪ Analyse de conflits ; ▪ Animation communautaire	▪ Loyauté et sens de responsabilité ▪ Intégrité et exemplarité ▪ Rigueur et sens du détail ▪ Autonomie et capacité de décision ▪ Discrétion et respect de la confidentialité ▪ Écoute et sens du dialogue social ▪ Capacité de travail sous pression et respect des délais

E- PROFIL RECHERCHÉ

Formation	Expérience	Outils informatiques	Langues
Bac+4 en sciences sociales, gestion de projets humanitaires ou de développement, relations internationales ou domaine connexe	▪ Au moins 03 ans d'expérience solide dans la gestion de cas de protection, la lutte contre les VBG et l'animation de structures communautaires ▪ Au moins 03 années d'expérience à un poste similaire ▪ Une expérience en ONG internationale (DRC) est appréciée ▪ Management du personnel ▪ Au moins expérience similaire avec connaissance avérées des procédures des bailleurs de l'Union européenne ▪ Avoir une bonne connaissance des procédures d'APROSPEN	▪ Pack MS Office (Word, Excel, PowerPoint etc.); ▪ La connaissance des outils et logiciel de collecte et d'analyse des données (Kobotool, etc.) ; ▪ Parfaite connaissance de l'internet (mail, outils de visioconférence)	Français courant requis ; anglais apprécié ; la connaissance d'une langue locale est un atout

F- CONDITIONS D'EXERCICE

- Poste basé à Meiganga, avec déplacements réguliers sur les sites de Djohong et Ngaoui ;
- Collaboration avec l'expert protection de l'UGP et de DRC ;
- Disponibilité accrue en périodes de clôture mensuelle, de rapportage bailleur et d'audit ;
- Respect du code de conduite, de la politique de protection contre l'exploitation et les abus sexuels et de la politique de lutte contre la fraude ;
- Le poste suppose l'accès à des informations confidentielles : une obligation de discrétion absolue s'y attache.

G- DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature envoyé en fichier PDF comprend les pièces suivantes :

1. Une lettre de motivation adressée au Coordinateur National,;
2. Un curriculum vitae détaillé à jour et signé du candidat, mentionnant au moins trois références professionnelles joignables, dont le dernier supérieur hiérarchique ;
3. Les copies des diplômes, justificatifs du CV et des expériences

H- MODALITÉS DE DÉPÔT

- Les candidatures sont reçues exclusivement par courrier électronique à l'adresse recrutement@aprospen.org après avoir rempli et soumis le formulaire suivant : https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSeMQlmlErN08k4oYO-czY5QV-r9F8De6VYZaPHmrtDThNdQZw/viewform?usp=header

- Mentionnez : **« P.O protection et cohésion sociale »** en objet du mail.

I- DATE LIMITE : La date limite de dépôt de candidature est fixée est fixée au 30 novembre 2026 à 23h59 précises (heure du Cameroun)

J- MENTIONS IMPORTANTES

- Les candidatures féminines sont vivement encouragées. À compétences égales, la priorité est donnée à la candidature féminine ;
- Le recrutement est ouvert sans distinction d'origine, de sexe, de religion, de situation de handicap ou d'appartenance politique ;
- Le candidat retenu adhère au code de conduite, à la politique de protection contre l'exploitation et les abus sexuels et à la politique de lutte contre la fraude et la corruption ;
- Les références professionnelles déclarées feront l'objet d'une vérification systématique avant toute proposition d'engagement.

« LES RECUTEMENTS A APROSPEN SONT GRATUITS, n'envoyez aucun bien en contrepartie d'une quelconque faveur. »

Fait à Ngaoundére, le 15/ 11 / 2026

